

Postface

septembre 2019

Un an après : les gilets jaunes, le retour de la question sociale et l'avenir de la planète

LA CONCLUSION de la première édition de ce livre (publiée en septembre 2018) se présentait sous la forme d'une question : « De quel avenir Emmanuel Macron est-il le nom ? » Sa victoire aux élections présidentielles du printemps 2017 et celle de son parti, La République en marche (LREM), aux législatives qui ont suivi ayant été présentées comme un tournant historique, j'ai tenté d'éclairer cet événement à la lumière de l'histoire populaire que j'avais exposée dans les seize chapitres précédents. En intitulant son livre-programme *Révolution*, Emmanuel Macron avait lui-même voulu ancrer dans l'opinion l'idée que son élection marquerait une rupture dans l'histoire de la France. C'est ce qui m'a incité à étudier ce texte comme s'il s'agissait d'une archive, non pas pour livrer des jugements de valeur sur les propositions politiques du candidat, mais uniquement pour essayer de comprendre quelle était sa vision du peuple français.

Comment représenter le peuple quand on oublie les classes populaires ?

Bien qu'à peine un an se soit écoulé depuis la publication initiale de ce livre, il m'a semblé nécessaire de réécrire ma

conclusion pour cette nouvelle édition car, depuis la fin de l'année 2018, les événements se sont précipités. Sans reprendre toute mon analyse du programme présidentiel d'Emmanuel Macron, je voudrais commencer par rappeler ses lignes de force. Ce qui m'avait d'emblée frappé en lisant ce texte, c'est qu'il exposait de façon très brutale un projet politique qui s'inscrivait dans le droit fil de l'idéologie libérale, fil conducteur parmi d'autres de la pensée dominante depuis le XVIII^e siècle. Il se livrait à un dénigrement sans nuance de l'État social, en affirmant qu'il aurait créé en France « une société d'ordres, de statuts, de castes ». Au nom de la lutte contre les inégalités, Emmanuel Macron annonçait clairement dans son programme le démantèlement de pans entiers des acquis sociaux obtenus grâce aux luttes ouvrières depuis le Front populaire. Sa vision du monde, exaltant la « classe moyenne » à la manière d'un François Guizot, ignorait complètement l'existence des classes populaires. Leurs revendications contre les injustices sociales étaient présentées comme des pathologies. Ceux qui dénonçaient l'exploitation de l'homme par l'homme étaient animés, selon lui, par une « amertume critique » illustrant l'une des « passions tristes de la France, la jalousie ». Aigri, jaloux, le peuple français était également envieux car internet « montre aux plus pauvres le style de vie des plus riches, ce qui peut nourrir la frustration, voire la révolte ». Dans son panthéon des grands hommes qui ont fait la France ne figurait aucune figure de la gauche, comme si Jean Jaurès ou Léon Blum n'avaient pas existé.

La première année de gouvernement qui a suivi la victoire d'Emmanuel Macron lui a donné l'occasion de mettre en œuvre le début de son programme. Les députés de son parti, issus pour une large part des classes sociales supérieures (CSP+), sont devenus majoritaires et ont voté des mesures aggravant les inégalités sociales. Au bout d'un an d'exercice du pouvoir, le président qui prétendait dépasser le clivage droite/gauche ne faisait déjà plus illusion. Je citais, dans ma conclusion, le

résultat d'un sondage montrant qu'une grande majorité de Français estimait que Macron appliquait une politique de droite. Il était de plus en plus populaire chez les riches, mais de moins en moins chez les pauvres. Le fossé avec ceux d'en bas s'était considérablement aggravé avec des propos publics qui illustraient le mépris de classe que j'avais déjà repéré dans son programme présidentiel. Il s'en prenait aux grévistes qui « foutent le bordel », à « ceux qui déconnent avec les minima sociaux », aux travailleurs présentés comme des « gens qui ne sont rien » et des « illettrés », auxquels il opposait les « premiers de cordée » que lui-même entraînait vers le sommet de la montagne.

Cette politique et ces discours reflétaient clairement une forme d'ethnocentrisme de classe caractéristique de la méritocratie scolaire. Convaincue que les innovations viennent toujours d'en haut (des patrons, des ingénieurs, des artistes de génie), la vision macronienne de la France était complètement contradictoire avec la démonstration que j'avais faite dans mon livre. En définissant le « populaire » comme une relation de pouvoir liant entre elles toutes les composantes du peuple français, j'avais montré que la dialectique de la lutte des classes avait été le moteur de notre histoire dès lors que les classes supérieures et moyennes s'étaient trouvées dans l'obligation de tenir compte des activités, des points de vue, des initiatives et des résistances propres aux classes populaires pour mettre en œuvre des formes de développement différentes de celles qu'elles avaient imaginées au départ. Et réciproquement, les représentations du peuple français que les élites ont construites au cours du temps, et les politiques qu'elles ont conduites ont profondément affecté l'identité, les projets, les rêves et les cauchemars des individus appartenant aux classes populaires.

Que le président de tous les Français ait pu ainsi ignorer la majorité des citoyens me semblait lourd de conséquences. Je rappelais, dans ma conclusion, que l'une des grandes leçons de l'histoire populaire de la France, c'est que les dominants

ne renoncent à leurs privilèges que lorsqu'ils y sont contraints et forcés. Emmanuel Macron avait réussi à imposer son programme libéral en mettant à profit la crise profonde du mouvement ouvrier liée à la désindustrialisation, à la précarisation du travail, à la désaffection des classes populaires pour une gauche de gouvernement qui les avait abandonnées. Toutefois, à l'encontre de ce qu'écrivait Macron dans son programme, quand il ironisait sur la lutte des classes en la présentant comme une forme de « romantisme juvénile hors de saison », je rappelais l'une des principales leçons de mon histoire populaire, à savoir que les grands mouvements sociaux prennent toujours les élites par surprise. Tous les facteurs que je viens de rappeler pouvaient laisser prévoir qu'en réponse à la brutalité de cette offensive libérale, la question sociale ressurgirait nécessairement à plus ou moins long terme, sous une forme inédite. Je ne pensais pas, en écrivant ces lignes, que ces prévisions se réaliseraient aussi vite. Pourtant, deux mois à peine après la sortie de ce livre, le mouvement des gilets jaunes vint rappeler à tous ceux qui l'avaient oubliée la réalité de la lutte des classes.

Les gilets jaunes et le retour de la question sociale

L'originalité de ce mouvement social, sur laquelle je reviendrai plus loin, n'empêche pas que, par de nombreux côtés, il s'est inscrit dans le prolongement des luttes multiséculaires des classes populaires. J'y ai vu, pour ma part, une confirmation du processus que j'avais mis en évidence, à savoir que pour comprendre les formes de résistance de ceux d'en bas, il faut commencer par analyser les relations de pouvoir dans lesquelles elles sont prises.

Les élites dominantes ayant réussi à démanteler les formes de solidarité qui s'étaient développées à l'intérieur des grandes usines, c'est en dehors des entreprises, sur les ronds-points, que les révoltés ont reconstruit les structures de résistance.

Si les ouvriers eux-mêmes étaient sans doute très nombreux sur les ronds-points, la classe ouvrière industrielle n'est pas apparue en tant que telle comme le moteur du mouvement et il a beaucoup été question des nouveaux prolétaires que sont les auto-entrepreneurs, les chômeurs de longue durée, les femmes employées au SMIC dans les services sociaux ou les hôpitaux, élevant souvent seules leurs enfants, les retraités avec une faible pension, etc. Cette nouvelle misère sociale a été aggravée dans les zones périphériques par la fermeture des services publics, contraignant les usagers à utiliser leur véhicule pour se soigner ou pour scolariser leurs filles et leurs fils.

Comme cela a été le cas dans toutes les grandes luttes sociales qui l'ont précédé, ce mouvement a révélé l'ingéniosité et la force créative du peuple quand la solidarité permet d'opposer une résistance collective à la domination de classe. Le processus qui consiste à s'approprier le langage et les symboles inventés par ceux d'en haut pour en faire des instruments de lutte, que j'ai décrit dans ce livre à propos des grands mouvements sociaux de notre histoire, s'est reproduit, comme en témoigne le fameux gilet jaune. Ce vêtement que l'administration de la sécurité routière avait imposé à tous les automobilistes (et aux travailleurs des chantiers, des voiries, etc.) est devenu le symbole de la lutte, pour nommer la détresse de ceux que le système capitaliste laisse en panne sur le bord de la route et qui s'agitent pour ne pas rester invisibles plus longtemps. Le rond-point a remplacé l'usine, *La Marseillaise* a remplacé *L'Internationale*, le drapeau tricolore a remplacé le drapeau rouge, mais cela n'empêche pas que le mouvement des gilets jaunes s'est inscrit dans le prolongement des grandes révoltes sociales de notre histoire contemporaine.

Une autre illustration frappante de la capacité des classes populaires à utiliser les moyens mis en place par la classe dominante pour développer leurs luttes concerne la façon dont les gilets jaunes sont parvenus à coordonner leur mouvement. L'affaiblissement des syndicats et des partis de gauche explique

que les réseaux sociaux aient joué un rôle majeur dans la mobilisation collective. Peut-être que les historiens du futur analyseront le combat des gilets jaunes comme le premier grand conflit social de la nouvelle époque dans laquelle nous sommes entrés et que j'ai appelée dans le chapitre 16 « la démocratie du public ». Étant donné la perte d'autonomie des partis politiques, c'est à l'intérieur du champ médiatique lui-même que peut se développer aujourd'hui la lutte des classes. De même que les électeurs se prononcent en fonction de l'offre politique du moment – et de moins en moins par fidélité à un parti –, les mouvements sociaux éclatent aujourd'hui en fonction d'une conjoncture et d'une actualité précises.

Les bouleversements des systèmes de communication jouent toujours un rôle majeur dans les transformations des formes de solidarité qu'inventent les dominés. Comme on l'a vu dans le chapitre 11, c'est le triomphe de la presse de masse qui a permis l'épanouissement du mouvement ouvrier industriel à la fin du XIX^e siècle. De la même manière, on peut voir le soulèvement des gilets jaunes comme une forme de résistance collective adaptée aux mutations technologiques que sont internet et les chaînes d'information en continu. Les réseaux sociaux, comme Facebook, Twitter, Youtube, etc., sont des entreprises capitalistes mondialisées, gérées depuis la Californie, qui transforment les citoyens en consommateurs de polémiques et de fausses nouvelles, mais qui leur donnent dans le même temps de nouveaux moyens pour se lier entre eux afin de défendre leurs intérêts. Les chaînes d'information en continu, qui poussent à un degré extrême ce que j'ai appelé « la fait-diversion » de la politique, constituent un élément supplémentaire dans ces nouvelles formes de domination. Et pourtant, la course à l'audimat a été l'un des facteurs qui ont permis le déclenchement du mouvement des gilets jaunes. Éric Brunet, l'un des journalistes de BFM TV qui n'a jamais caché ses liens avec la droite ultra-libérale, a lui-même enfilé un gilet jaune à la veille de la première grande manifestation du samedi 17 novembre 2018,

pour encourager une action qui, au départ, semblait surtout animée par des petits patrons protestant contre l'augmentation des taxes sur le carburant. Perçu comme un cri de colère des entrepreneurs libéraux contre les impôts-qui-nous-étrangent, le mouvement a aussi été soutenu par cette chaîne parce que c'était une façon de concurrencer les syndicats et d'améliorer son audience du samedi. Voilà pourquoi la manifestation du 17 novembre, de même que celles des samedis suivants, a bénéficié d'un traitement médiatique infiniment plus favorable que le mouvement des cheminots impulsé par la CGT quelques mois plus tôt.

La stratégie fut en partie couronnée de succès puisque BFM TV a vu son score flamber à l'audimat grâce à ce conflit social. Néanmoins, pour attirer l'attention du public, les chaînes d'information en continu ont dû privilégier les incidents les plus spectaculaires (voitures brûlées, vitrines détruites, etc.); ce qui fut perçu par les gilets jaunes comme une forme de trahison. La défiance populaire à l'égard d'une chaîne comme BFM TV (illustrée par l'agression de plusieurs journalistes lors des manifestations) fut aggravée par la volte-face de ceux qui, à l'instar d'Éric Brunet, avaient d'abord soutenu le mouvement avant de se retourner contre lui.

Ce que n'avait pas compris ce militant de la cause libérale, c'est que lorsqu'on ouvre les vannes de la contestation populaire, le flot des revendications finit par tout submerger. On a vu dans les premiers chapitres de ce livre que, sous l'Ancien Régime déjà, les nobles ou les bourgeois en lutte contre le pouvoir royal avaient souvent encouragé les révoltes populaires en espérant les utiliser à leur profit. Pourtant, à chaque fois, ils ont fini par les réprimer quand ils se sont sentis eux-mêmes menacés par la radicalisation de la lutte des classes. C'est un processus du même genre qui s'est reproduit avec les gilets jaunes. Les dominants qui avaient d'abord applaudi ce qu'ils prenaient pour une « jacquerie » antifiscale ont rapidement fait volte-face lorsque le mouvement a dénoncé les inégalités devant

l'impôt, l'exclusion des classes populaires de toute participation effective à la vie politique, le mépris de classe de la part des élites, etc.

Le mouvement des gilets jaunes a montré aussi que la classe dominante cherche toujours à discréditer les luttes populaires qui mettent en cause ses intérêts. Je me suis élevé dès le départ contre les termes péjoratifs utilisés pour caractériser cette révolte, comme ceux de « jacquerie » ou de « poujadisme ». Les médias et les ministres du gouvernement Macron (en premier lieu le ministre de l'Intérieur) ont multiplié les reportages et les propos visant à présenter les gilets jaunes comme des « casseurs » agressant sauvagement des policiers démunis et détruisant les belles vitrines de l'avenue des Champs-Élysées. Des propos hyper-minoritaires ont été exploités pour dénoncer le mouvement comme « antisémite », « raciste », « homophobe », etc. Tout cela pour masquer les revendications concernant les inégalités sociales et le mépris de classe qui étaient partagées par l'immense majorité des gilets jaunes.

Cette grande lutte sociale a réactivé une question qui a commencé à se poser, comme on l'a vu dans le chapitre 8, dès les débuts de la Révolution française : elle concerne la définition de la citoyenneté. À chaque fois qu'il s'est mobilisé massivement, le peuple d'en bas a remis en question la définition bourgeoise de la citoyenneté, fondée sur la délégation de pouvoir, en lui opposant la participation directe de tous les citoyens. Cette mise en cause des formes dominantes de la représentation du peuple a été accentuée en France par la faiblesse des corps intermédiaires et par la centralisation parisienne des organes du pouvoir d'État. La défiance massivement exprimée par les gilets jaunes à l'égard des organisations traditionnelles censées défendre les intérêts des classes populaires s'inscrivait donc dans le prolongement d'une très longue histoire.

Néanmoins, elle a été accentuée par plusieurs facteurs. Le premier tient au fait que les réseaux sociaux facilitent l'expression directe des citoyens et des formes de coordination de

l'action échappant aux organisations traditionnelles. Un autre facteur qui a amplifié cette crise de la représentation tient à une contradiction qui n'a pas été assez soulignée. Il faut éviter de croire en effet qu'il existerait un lien direct, de cause à effet, entre l'ampleur de la misère sociale et la puissance des résistances populaires. Si l'on se place à l'échelle mondiale, on voit bien que les plus exploités parviennent rarement à exprimer collectivement leurs souffrances, de sorte que celles-ci restent invisibles dans l'espace public. Pour comprendre l'ampleur prise par le mouvement des gilets jaunes, il faut donc invoquer des raisons qui ne sont pas seulement d'ordre économique. Grâce aux luttes des années 1950-1970, la France est l'un des pays où les inégalités sociales sont le moins marquées, mais c'est aussi le pays où la progression de la scolarité a été la plus forte. Sous réserve de confirmation par des études à venir, on pourrait donc faire l'hypothèse que c'est la capacité de s'exprimer collectivement, amplifiée sur le plan technique par les réseaux sociaux, qui a été la cause principale du mouvement des gilets jaunes. Cette compétence a alimenté une frustration d'autant plus grande qu'en France l'exclusion des classes populaires des instances représentatives est particulièrement choquante puisque, sur 577 élus à l'Assemblée nationale, il n'y a aujourd'hui aucun ouvrier, alors que ceux-ci représentent 20 % des actifs et qu'un grand nombre d'entre eux sont bacheliers.

Le même type de raisonnement permet de comprendre pourquoi le mouvement des gilets jaunes n'a pas forcément pu représenter l'ensemble des classes populaires. Ici encore sous réserve des études permettant d'évaluer leur participation à titre individuel, les Français qui vivent aujourd'hui dans des cités laissées à l'abandon, très souvent issus de l'immigration, semblent être restés à l'écart et ne sont en tout cas pas apparus en tant que groupe constitué. D'une manière générale, nous avons vu dans ce livre que c'était presque toujours la fraction la moins dominée des milieux populaires qui était à l'initiative

car elle seule disposait des ressources suffisantes permettant d'animer les grandes luttes sociales.

Le soulèvement des gilets jaunes a mis en lumière une autre dimension des relations de pouvoir : celle qui commande les représentations du « populaire » dans notre société. Comme on l'a vu, les grands conflits sociaux prennent toujours les élites par surprise, car tant que « ceux d'en bas » ne se manifestent pas collectivement, ils sont invisibles dans l'espace public. Depuis les années 1980, l'affaiblissement du mouvement ouvrier a eu pour effet de marginaliser les classes populaires, y compris dans la recherche universitaire. La lutte des gilets jaunes a changé la donne, en révélant au grand jour le clivage qui traverse aujourd'hui les sciences sociales. D'un côté, les chercheurs qui ont adopté une attitude compréhensive, non pas pour se transformer en porte-parole du mouvement mais parce qu'ils estiment que leur rôle est d'essayer d'expliquer les raisons d'agir de ceux d'en bas. D'un autre côté, ceux qui – pour des raisons diverses – se sont montrés d'emblée très critiques à l'égard de cette révolte populaire parce qu'elle ne correspondait pas à leurs définitions de la lutte légitime.

Outre ces clivages internes au monde savant, la lutte des gilets jaunes a révélé aussi les changements qui affectent aujourd'hui la fonction des intellectuels. Étant donné que le mouvement a condamné tous ceux qui voulaient parler en son nom, à la différence des grandes révoltes sociales antérieures, aucun intellectuel n'a voulu jouer le rôle de porte-parole, comme cela avait été le cas avec Jean-Paul Sartre en Mai 68 ou encore avec Pierre Bourdieu lors de la grève des cheminots en décembre 1995. Toutefois, cela n'a pas empêché que des liens se tissent entre des universitaires et des gilets jaunes, mais loin des caméras et de façon plus collective. Un travail de fond a pu être ainsi engagé entre une partie de ces militants et des chercheurs en sciences sociales, notamment dans le cadre d'un « collectif GJ enseignement-recherche ».

Un nouvel âge des relations de pouvoir

Cette lutte a aussi replacé au centre de l'actualité la question de la violence. Dans cette histoire populaire de la France, j'ai donné de multiples exemples illustrant les formes extrêmes de violence qui ont alimenté les conflits de classes depuis le Moyen Âge. Sur la longue durée, ceux-ci sont devenus plus pacifiques pour les raisons que j'explique dans le dernier chapitre du livre.

Pourtant, les lois qui régissent aujourd'hui l'info-spectacle ont poussé beaucoup de journalistes à dramatiser le mouvement des gilets jaunes. Certains d'entre eux ont même parlé de « carnage » pour décrire les dégradations commises en décembre 2018 sur l'Arc de triomphe. Sans vouloir justifier ce genre d'actes, on ne peut pas ignorer qu'il s'agit là d'un monument dont la construction fut décidée par Napoléon I^{er} pour célébrer la victoire militaire d'Austerlitz. Et puisque l'on commémore cette année le bicentenaire de la naissance du peintre Gustave Courbet, je rappellerai qu'il prit l'initiative, pendant la Commune de Paris, de détruire la colonne Vendôme, édifiée elle aussi à la demande de l'empereur pour magnifier sa gloire, afin de protester contre la célébration d'un dictateur dont les exploits militaires avaient entraîné la mort de plus d'un million de Français. Cette décision fut officialisée de la façon suivante : « La Commune de Paris, considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française, la fraternité, décrète : article unique – La colonne Vendôme sera démolie. »

Ce qui a été dénoncé comme des preuves insupportables de la violence populaire fut en réalité la conséquence des nouvelles formes d'action qu'ont développées les gilets jaunes. Depuis le début du xx^e siècle, les manifestations étaient organisées et

encadrées par les organisations que s'était données le mouvement ouvrier. Ses leaders avaient appris à discipliner leurs troupes, ils demandaient à la préfecture l'autorisation de défilé sur des parcours strictement balisés, le service d'ordre mis en place par les partis ou les syndicats permettait d'éviter les débordements. Les manifestants marchaient sagement derrière leur banderole car ils voulaient donner une bonne image d'eux-mêmes dans l'opinion pour populariser leurs revendications. Les gilets jaunes ont rompu avec cette logique. Ils ont manifesté sans demander d'autorisation, avec des slogans inscrits sur le dos de leurs gilets, sur des parcours qu'ils avaient eux-mêmes choisis en fonction de leur charge symbolique (les Champs-Élysées étant vus comme le lieu central du pouvoir d'État). L'absence de service d'ordre a facilité les débordements car les actions de masse sont toujours des moments de défolement pour ceux qui subissent constamment dans leur vie quotidienne la violence du système capitaliste. Les destructions de vitrines et les affrontements avec les CRS ont été conçus aussi comme des « opérations coup de poing », afin d'attirer l'attention des médias.

Ces nouvelles stratégies de lutte ont provoqué, dans un premier temps, un véritable affolement au plus haut sommet de l'État. Mais, très vite, un dispositif répressif inédit a été mis en place qui a frappé les observateurs par sa brutalité. Les nouveaux moyens techniques qui ont été utilisés, comme les fusils à balle de caoutchouc (LBD 40), les grenades explosives et même les blindés, ont fait un nombre de victimes sans précédent depuis mai-juin 1968. Des manifestants ont eu la main arrachée, d'autres ont perdu un œil ; à Marseille, une femme de quatre-vingts ans a succombé aux blessures occasionnées par une grenade lancée dans son appartement. Les arrestations préventives ont privé des milliers de personnes du droit de manifester, portant ainsi atteinte à l'une de nos principales libertés individuelles. L'ampleur de cette répression a été dénoncée par Amnesty International et les députés européens ont eux-

mêmes condamné l'usage disproportionné de la force par la police dans les manifestations.

Alors que j'avais intitulé la précédente conclusion de ce livre : « De quel avenir Emmanuel Macron est-il le nom ? », le moment est déjà venu de braquer le projecteur du côté des dominés : quelles perspectives le combat des gilets jaunes laisse-t-il entrevoir concernant l'évolution de la lutte des classes dans un pays comme la France ?

Je suis convaincu qu'il s'agit de la première grande lutte populaire correspondant au nouvel âge des relations de pouvoir dans lequel nous sommes entrés, et que j'appelle « la démocratie du public ». Cette forme de résistance collective est adaptée au système de domination qui a permis l'élection d'un Donald Trump, d'un Emmanuel Macron, d'un Boris Johnson, pour ne citer qu'eux. Cette nouvelle ère s'inscrit dans le processus que Rémi Lefebvre a décrit comme une « dynamique de désintermédiation de la politique qui n'est pas propre à la France, mais ronge l'ensemble des démocraties occidentales [...]. Les médiations traditionnelles sont court-circuitées par des organisations ou des mouvements qui surgissent et les déstabilisent en utilisant les réseaux sociaux, les plateformes et des formes à la fois horizontales et verticales de mobilisation. Ils traduisent ainsi chacun à leur manière la décomposition des organisations politiques et l'affaiblissement de leur ancrage social ». Les gilets jaunes ont résisté à cette atomisation en opérant une « réintermédiation numérique ». Grâce aux réseaux sociaux, le mouvement a été capable de produire sa propre communication en dehors des canaux médiatiques traditionnels. Il est même parvenu à imposer, pendant un temps, son langage et ses codes sur les plateaux de télévision, en mettant à profit l'intérêt des nouveaux médias pour les scoops et les figures anonymes censées représenter la « France profonde ».

L'un des aspects les plus positifs du mouvement, c'est qu'il a réussi à porter les intérêts de groupes sociaux qui ne se sentaient plus représentés, mais invisibilisés ou déniés. Si les

gilets jaunes ont maintenu la pression aussi longtemps, en manifestant tous les samedis pendant près d'un an, c'est parce qu'ils ont réactivé un aspect fondamental et ancestral des luttes populaires : la fraternité. Des gens qui étaient isolés, sans culture politique et qui, bien souvent, n'avaient jamais manifesté, se sont retrouvés sur les ronds-points pour dénoncer l'injustice sociale et tisser entre eux des liens de sociabilité qui ont changé leur vie. La réflexion collective a permis un élargissement des revendications initiales pour placer la justice sociale au cœur du débat.

Toutefois, la démocratie du public est un système de pouvoir qui oppose lui aussi des dominés et des dominants. Ces derniers, comme le montre l'exemple d'Emmanuel Macron et de son parti, ont utilisé ce nouveau système pour s'installer aux commandes de la société française en s'emparant du pouvoir d'État, alors que les gilets jaunes n'ont pas, jusqu'ici, structuré leur mouvement pour en faire une force électorale.

Le pouvoir macronien a réagi en combinant les mesures répressives évoquées plus haut et des mesures présentées comme des concessions. Il faut y voir une nouvelle illustration de la dialectique de la lutte des classes que j'ai choisie comme fil conducteur de ce livre. Les dominants ont été contraints, en effet, de modifier leur stratégie sous la pression des classes populaires. Ils ont reconnu l'injustice d'une politique de taxation qui pesait surtout sur les plus modestes, ceux qui sont obligés de rouler dans de vieilles voitures au diesel parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'acheter les voitures dernier cri. Une dizaine de milliards ont été débloqués par un tour de passe-passe budgétaire. Le gouvernement a aussi tenu à montrer qu'il avait entendu les revendications populaires concernant la citoyenneté. Cela s'est traduit par l'organisation d'un « grand débat » au cours duquel c'est surtout le président de la République qui s'est exprimé. La mise en place d'une Convention citoyenne pour le climat, à laquelle participent 150 personnes tirées au sort, est une autre concession faite aux gilets jaunes. Leur lutte a

aussi incité Emmanuel Macron à maîtriser davantage ses propos publics pour que ceux-ci n'apparaissent plus comme du mépris de classe.

Pourtant, dans leur immense majorité, les gilets jaunes estiment que ces concessions ne sont que de la poudre aux yeux et que leurs principales revendications n'ont pas été satisfaites. On peut certes affirmer que leur combat était « politique » puisqu'ils contestaient énergiquement les formes actuelles de la démocratie représentative, mais, en rejetant toute forme de représentation, les gilets jaunes ont refusé de jouer le jeu de *la* politique, dont l'arène fondamentale reste aujourd'hui la compétition électorale, qu'on le veuille ou non. Malgré le soutien dont il a bénéficié dans l'opinion, le mouvement a fini par s'essouffler en l'absence d'une traduction dans le champ politique tel qu'il est constitué aujourd'hui.

Cette lutte sociale a donc reproduit une autre des constantes historiques que j'ai mises en évidence dans ce livre, à savoir que les dominés sont contraints d'utiliser les références et les instruments des dominants pour développer leur résistance collective. J'ai évoqué plus haut l'usage détourné du gilet jaune pour en faire un symbole de lutte. Ce processus s'est illustré aussi au niveau du langage. On a vu dans le chapitre 2 que les paysans et les artisans s'étaient approprié le message des élites protestantes au début du xvi^e siècle en affirmant « j'ai mal à la foi » pour dire « j'ai mal partout ». De la même manière, le langage de la taxe a servi aux gilets jaunes pour exprimer un malaise général. Puis, c'est le référendum d'initiative citoyenne, le RIC, qui a surgi comme slogan unificateur afin de nommer l'aspiration populaire à la participation politique.

Paradoxalement, c'est la mobilisation collective contre la politique parlementaire qui a illustré le plus clairement la force de la domination de classe à laquelle se sont heurtés constamment les gilets jaunes. Comme l'a noté le politiste Samuel Hayat, ces derniers n'ont cessé de dénoncer les technocrates, mais ils ont repris à leur compte leur conception péjorative de la politique

partisane et la manière de penser l'action publique. Si quelques leaders ou porte-parole ont pu émerger ici ou là, le caractère fractionné du mouvement et le refus de toute récupération ont facilité le travail de caricature mené par les professionnels de la parole publique. Ils ont pu ainsi présenter quelques gilets jaunes qui avaient tenu des propos antisémites ou racistes comme « représentatifs » du mouvement.

La solution la plus prometteuse pour sortir de cette contradiction a été proposée dès le 30 novembre 2018 par les gilets jaunes de Commercy (dans la Meuse), qui ont lancé un appel pour que se mettent en place, dans tout le pays, des assemblées populaires. Plusieurs « assemblées des assemblées » se sont tenues dans les mois suivants, réunissant des centaines de délégations locales. Malheureusement, à chaque fois, la légitimité des délégués désignés par ces regroupements pour parler au nom de tous les gilets jaunes a été remise en cause, contribuant à l'étiollement du mouvement.

Les élections européennes de mai 2019 ont montré que la gauche n'avait tiré aucun bénéfice de cette grande lutte sociale. Son avenir dépendra certainement de sa capacité à tirer les leçons du soulèvement des gilets jaunes pour imaginer de nouvelles formes de médiation adaptées aux relations de pouvoir qui caractérisent la « démocratie du public ». Cet avertissement vaut aussi pour les chercheurs en sciences sociales. Les grandes luttes populaires sont toujours riches d'enseignements pour ceux dont le métier est d'aider à mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent. Si je prends mon propre cas, je dois reconnaître que la mobilisation des gilets jaunes m'a aidé à repérer une lacune dans mon histoire populaire de la France. Elle concerne la question des luttes écologiques.

Les luttes populaires face à la contamination du monde

Une synthèse comme cet ouvrage représente une complexe alchimie entre une problématique qui fonctionne comme une grille de lecture globale (centrée en l'occurrence sur les relations de pouvoir), des explications et des descriptions illustrées par des exemples concrets. Pour tenir ensemble tous les bouts de la chaîne, j'ai sans doute eu tendance à trop sacrifier des développements qui m'auraient permis d'approfondir la question de la sociabilité des classes populaires, dans la perspective de cette histoire « par en bas » inaugurée par Edward P. Thompson. De la même manière, grâce aux nombreux débats auxquels j'ai participé autour de ce livre, je me suis rendu compte que j'aurais pu insister davantage sur l'articulation entre les luttes sociales et les nouveaux mouvements sociaux. J'ai cité, dans mon dernier chapitre, l'ouvrage autobiographique de Didier Eribon, mais sans m'y attarder, alors qu'il s'agit d'un document tout à fait éclairant sur les préjugés homophobes en milieu ouvrier et sur la difficulté que rencontrent ceux qui veulent les combattre pour articuler ce type de luttes avec celles qui concernent les inégalités sociales.

Tous ces points auraient pu être développés sans sortir du cadre que j'ai construit, afin d'en améliorer l'équilibre. En revanche, la question écologique aurait mérité une analyse spécifique car elle nous contraint à nous interroger sur l'avenir de nos sociétés. Les débats sur le « réchauffement de la planète » sont aujourd'hui omniprésents dans les médias. Cet engouement souvent superficiel est l'une des raisons qui m'avaient incité à la tenir à distance lors de la première rédaction de ce livre. Toutefois, l'un des grands mérites du mouvement des gilets jaunes a été, à mes yeux, d'établir une connexion entre la lutte contre les inégalités sociales et le combat écologique. C'est sans doute sur ce sujet que le mouvement a évolué de la façon la

plus radicale. La mobilisation initiale contre l'augmentation des taxes sur le carburant, taxes qui étaient justifiées officiellement par la volonté de lutter contre la pollution atmosphérique, s'est progressivement élargie pour dénoncer les rapports de production capitalistes et leurs conséquences négatives sur l'environnement. Un nouveau défi s'est alors imposé à moi : comment intégrer le problème de la pollution de la planète dans une histoire populaire de la France envisagée sous l'angle des relations de pouvoir ?

Les historiens qui ont travaillé sur cette question ont constaté qu'elle avait commencé à être vraiment posée au XIX^e siècle, au moment où a démarré ce qu'on a coutume d'appeler la « révolution industrielle » en Europe et en Amérique du Nord. Avec la pollution croissante des villes industrielles, c'est la baisse de la fertilité des sols qui a été privilégiée. Ce dernier point est d'ailleurs explicitement abordé par Karl Marx dans *Le Capital*. Il montre comment l'industrie et l'agriculture à grande échelle se sont progressivement combinées pour appauvrir les sols et les travailleurs. « La grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle concentrée dans les grandes villes et qui s'accroît sans cesse ; elle crée ainsi des conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie ; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce transfère bien au-delà des frontières du pays considéré. »

Mais étant donné que Marx présentait le prolétariat industriel comme la classe révolutionnaire qui abolirait le capitalisme, sa critique est restée très partielle. Dans leur ouvrage intitulé *La Contamination du monde*, François Jarrige et Thomas Le Roux ont pourtant montré que c'était l'un des exemples les plus flagrants de la domination des plus riches sur les plus pauvres. « La mise à distance et le confinement de la pollution obéissent en effet à des stratégies de distribution sociale du risque, la

pollution touche toujours bien davantage les plus pauvres, les quartiers populaires, les villes ouvrières, les pays du Sud. À travers l'histoire des pollutions, c'est bien les logiques de domination et d'exclusion, de hiérarchies et d'inégalités, qui doivent être interrogées ».

Si le mouvement ouvrier n'a pas placé ce combat au centre de ses préoccupations, c'est parce qu'il a été lui-même engendré par la société industrielle. Dans ma thèse consacrée à l'histoire des « hommes du fer » du bassin de Longwy, récemment rééditée avec une nouvelle préface, j'ai décrit, sans y insister suffisamment, les principaux facteurs qui expliquaient cette lacune. Ce bassin, qui a produit jusqu'au tiers de l'acier français dans les années 1950-1960, est un exemple frappant de la violence avec laquelle le système capitaliste a fabriqué puis anéanti toute une société en détruisant les équilibres naturels ancestraux. Jusque dans les années 1880, la Lorraine du Nord était une région rurale, mais la découverte du gisement ferrifère de Briey a provoqué une véritable ruée vers le minerai. En quelques décennies, les mines et les grandes usines se sont multipliées, et les patrons ont recruté à marche forcée des dizaines de milliers d'ouvriers, en majorité immigrés.

Pour enraciner cette force de travail, les maîtres de forge ont mis en place une forme de domination que l'on appelle le paternalisme, fondée sur le contrôle total de toutes les dimensions de l'existence des classes populaires. Ces travailleurs déracinés, venus de multiples horizons, ont reconstruit leur vie, leurs relations sociales, leur dignité à l'intérieur des cadres que le grand patronat leur avait imposés. Ces prolétaires ont acquis au contact direct de la matière des compétences dont ils étaient fiers et qui étaient valorisées par les maîtres de forge (voir les médailles du travail). C'est la roche qu'il a fallu creuser pour extraire le minerai ; la matière en fusion qu'il a fallu apprendre à scruter, à modeler, à dompter pour la transformer en fonte et en acier.

Même si des enquêteurs proches du mouvement ouvrier, comme les frères Bonneff, ont décrit « la vie tragique des travailleurs », en dénonçant les accidents du travail et les maladies professionnelles, les ouvriers ont perçu la contamination de leur monde comme un mal nécessaire. De la même manière, leurs femmes et leurs enfants ont dû apprendre à vivre dans les cités construites au fond des vallées enfumées, alors que les maîtres de forge habitaient dans des châteaux trônant sur la hauteur des plateaux. La brutalité de l'industrialisation de cette région, qu'on appelait au début du xx^e siècle le « Transvaal français », a eu des effets dramatiques sur la population en termes d'hygiène. Dès les années qui ont précédé la guerre de 1914-1918, quelques médecins ont donné l'alerte en dénonçant les taux exceptionnels de mortalité infantile causés par la pollution des cours d'eau et des puits, mais ils n'ont pas été entendus.

Le mouvement ouvrier, quasiment inexistant dans cette région à cette époque-là, n'a pas pu relayer ces protestations. À partir des années 1930, la question des accidents du travail est devenue un thème de plus en plus important des revendications syndicales. Pourtant, cette dénonciation de l'exploitation patronale ne pouvait pas déboucher sur une critique globale de la pollution industrielle, étant donné que celle-ci s'était incrustée dans la vie quotidienne des ouvriers, qu'elle avait même fini par pénétrer dans leur corps, au point de devenir une dimension de leur identité. À cela s'ajoute le fait que la critique écologique a été longtemps monopolisée par la droite. Au départ, ce sont les grands propriétaires fonciers, les nobles et les notables qui ont protesté contre la multiplication des installations métallurgiques qui entraînaient la destruction des forêts, le détournement et la pollution des cours d'eau. À la fin du xix^e siècle, les chefs de file du nationalisme, comme l'écrivain Maurice Barrès, ont pris le relais en dénonçant les effets ravageurs de la grande industrie sur la Lorraine rurale. Un lien a été ainsi établi entre la pollution industrielle et la menace de l'immigration pour l'identité nationale.

L'exemple de la sidérurgie lorraine peut être généralisé à l'ensemble du secteur industriel. Que ce soit dans la métallurgie, la chimie, la construction automobile, les entreprises les plus polluantes étaient celles qui faisaient vivre le plus grand nombre de travailleurs. C'est aussi dans ces secteurs-là que le mouvement ouvrier a trouvé ses forces vives, les bataillons qui lui ont permis de résister efficacement à la domination patronale. Dans ces conditions, la critique globale des effets de l'activité industrielle sur l'environnement était quasiment impossible. Comme l'a montré l'historienne Geneviève Massard-Guilbaud, les revendications d'ordre écologique ont été portées par d'autres composantes des classes populaires, notamment les paysans et les artisans du monde rural. Mais leurs protestations – exprimées le plus souvent dans des lettres individuelles et collectives adressées aux autorités locales – étant rarement coordonnées, elles n'ont pas été entendues dans l'espace public.

Ce n'est donc pas un hasard si la question de l'environnement n'a commencé à devenir un véritable enjeu politique qu'à partir des années 1980, quand la grande industrie est entrée dans une crise profonde, suite aux délocalisations des grandes usines vers les pays pauvres. C'est à ce moment-là seulement qu'on a vu naître en France une politique de « développement durable ». Après Mai 68, la montée en puissance des mouvements écologistes avait déjà permis d'obliger les entreprises à appliquer de nouvelles normes pour limiter la pollution. C'est aussi pour échapper à ces contraintes que le patronat a accéléré sa politique de délocalisation. La tendance à imposer aux plus pauvres la pollution des riches, observée d'abord au niveau local et national, s'est étendue ensuite dans l'empire colonial, puis elle s'est généralisée au niveau planétaire.

Toutefois, conformément à l'une des principales constantes concernant l'histoire des relations de pouvoir que j'ai dégagées dans ce livre, la mondialisation de la domination écologique a aussi eu pour résultat d'élargir l'échelle des résistances

collectives en faisant de la lutte contre la pollution un enjeu majeur de la solidarité internationale. Si l'on en croit les constats alarmistes des chercheurs spécialisés dans ce domaine, le réchauffement de la planète pose un problème inédit dans l'histoire de l'humanité. Les conséquences négatives de la pollution ne s'arrêtent pas, en effet, aux frontières des États. Les classes et les nations dominantes ne peuvent plus y échapper en les imposant aux dominés car du fait même que nous vivons tous sur la même planète, nous sommes tous concernés. On peut penser que cette réalité nouvelle, liée à la mondialisation de l'économie capitaliste, va changer notre conception de l'universalisme. Hérité des Lumières, cet idéal était surtout resté jusqu'ici confiné dans l'ordre du discours. Dans la mesure où les effets du réchauffement climatique risquent de toucher tous les êtres humains, ils remettent en question le découpage du monde en États nationaux. La question de l'universalisme se pose désormais concrètement, comme un enjeu économique, social et politique de première importance.

Ce constat ne signifie nullement qu'un consensus puisse exister entre ceux d'en haut et ceux d'en bas sur ce thème. La pollution du monde restera, pendant longtemps encore, un enjeu majeur de la lutte des classes. Les dominants mobiliseront toutes les armes qu'ils ont à leur disposition pour bloquer les réformes contraires à leurs intérêts et pour faire subir aux plus faibles les effets du réchauffement climatique.

Ce combat rétrograde peut trouver des soutiens dans les classes populaires car la grande industrie polluante fait vivre, aujourd'hui encore, des centaines de millions de prolétaires dans le monde. Même en France, la désindustrialisation n'a pas mis fin au phénomène que j'ai décrit plus haut à propos de la sidérurgie lorraine. Le développement de l'économie numérique contribue massivement aujourd'hui au réchauffement climatique, mais comme elle fait vivre des millions de salariés, un projet politique qui réclamerait sa suppression n'aurait aucune chance d'aboutir.

La contamination du monde pose donc un défi inédit aux forces de gauche. Elles ne pourront redevenir hégémoniques que si les représentants des classes populaires, des minorités et des écologistes sont capables de nouer des alliances leur permettant de conquérir le pouvoir d'État, l'importance prise par la question climatique offrant de nouvelles opportunités pour coordonner les actions menées au niveau national et au niveau international.

J'avais terminé la conclusion de la première édition de ce livre en citant la fameuse phrase du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » et en m'interrogeant sur les formes que pouvait prendre la solidarité internationale. On constate qu'aujourd'hui, des manifestations rassemblant des dizaines de milliers de jeunes sont organisées simultanément dans un grand nombre de pays sur des mots d'ordre liant la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre les inégalités. C'est un motif d'espoir car c'est certainement autour des enjeux climatiques qu'un vaste mouvement anticapitaliste, associant les revendications écologiques et les revendications sociales, pourra se développer à l'échelle mondiale, en mobilisant les nouveaux moyens de communication offerts par internet.

